



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

N'écrivons pas l'avenir avec le sang de nos enfants !

Ce qui devrait être un principe sacré est aujourd'hui remis en question par des discours qui préparent l'opinion à accepter l'inacceptable : l'idée que nos enfants pourraient devoir mourir pour la patrie. Lorsque le général Fabien Mandon affirme qu'il faut « accepter de perdre nos enfants », une limite morale essentielle est brisée. On demande aux familles, aux enseignants, aux grands-parents d'intégrer la mort de la jeunesse comme une perspective normale. Cette injonction glace et révolte : comment oser réclamer un tel sacrifice alors que ceux qui l'exigent n'ont pas su préserver la paix, alors que c'était leur responsabilité ?

La Charte des Nations Unies impose aux États de résoudre les différends par la diplomatie et de ne consacrer aux armements que le strict minimum (article 26 de la charte des Nations unies). Mais depuis des décennies, les grandes puissances — France incluse — ont trahi ces obligations. Elles ont laissé s'installer une culture de guerre, alimentée par une explosion des dépenses militaires et par la puissance du complexe militaro-industriel. Les budgets mondiaux atteignent aujourd'hui des niveaux record passant de 1000 milliards de dollars en 2000 à 2740 milliards en 2025, tandis que les peuples s'appauvrissent et que la misère fait des ravages : en 2023, plus de 61 millions de personnes sont mortes des conséquences du sous-développement, de la misère et des conséquences de la misère (voir J. Ziegler « Où est l'espoir » Le seuil). Dans le même temps, la richesse se concentre entre quelques mains, et les multinationales disposent d'un pouvoir économique financier, médiatique (et idéologique), et politique sans précédent.

Ces choix ont affaibli la sécurité internationale au lieu de la renforcer. Les grandes puissances n'ont pas su prévenir les conflits, protéger les populations ni répondre aux urgences climatiques et sociales. Elles ont violé leurs obligations en matière de désarmement nucléaire (violation de l'article 6 du TNP) et laissé s'effriter l'ordre international fondé sur le droit. Comme le souligne l'écrivain Amin Maalouf (secrétaire perpétuel de l'académie Française), le monde s'engage dans « une dérive suicidaire ».

En France, la même logique domine : réduction des dépenses sociales, fragilisation des services publics (éducation, santé, information, transports) préparation des hôpitaux à accueillir des blessés de guerre, augmentation massive des investissements militaires. On anticipe les guerres au lieu d'œuvrer à les prévenir. On accueille même à Paris des industriels de l'armement israéliens au salon de l'armement alors que le gouvernement Netanyahu a été condamné par la justice internationale pour sa politique génocidaire à Gaza. Quelle cohérence reste-t-il quand on traite la guerre comme un marché avant de la traiter comme un échec et que l'on oublie que la paix est l'objectif fondamental à gagner par des moyens diplomatiques ?

Face à cette dérive, les peuples opposent un autre message : nous aimons la paix, nous aimons la vie, et nous refusons que nos enfants deviennent de la chair à canon. Les crises écologiques, sociales et économiques montrent que l'humanité n'a qu'un seul chemin : la coopération et la paix. Aucun problème vital ne peut être résolu dans un monde livré aux rivalités armées et aux guerres.

Le 10 décembre aura lieu le débat, sur « la trajectoire d'augmentation des moyens de nos armées » à l'assemblée nationale annoncé par le ministre des armées Lecornu, l'objectif proposé est d'augmenter les moyens militaires pour répondre aux exigences des USA, de l'Otan et de l'UE d'atteindre l'objectif des 5 % du PIB pour les dépenses militaires. **C'est pourquoi le Mouvement de la Paix appelle, jusqu'au 10 décembre 2025, à une mobilisation citoyenne devant les préfectures et sous-préfectures afin d'exiger le respect intégral du droit international et de la charte des Nations Unies, le respect du droit des humains à la paix**, la recherche de solutions diplomatiques aux conflits et la mise en œuvre de la résolution de l'ONU portant plan d'action pour la mise en œuvre de la culture de paix. Les 33 Etats du CELAC (coordination des Etats latino-américains et des Caraïbes) ont choisi la mise en œuvre de cette résolution comme base pour leur sécurité commune. Comme le rappelait l'historien Georges Corm, dans son livre « pour une lecture profane des conflits »

le non-respect du droit international nous conduit droit vers une guerre généralisée. Il est donc urgent de rompre avec cette spirale. **L'espoir existe : il réside dans la capacité des sociétés civiles à s'unir pour défendre la paix, la justice sociale et la protection de la planète.** C'est en construisant ce front commun pour la paix sur le plan national, européen et mondial que nous pourrons isoler les faiseurs de guerre et rappeler aux gouvernements leur devoir fondamental : préserver la vie et la paix. **Nous refusons que l'avenir de nos enfants soit écrit dans la peur et le sang. Nous refusons que la jeunesse paie de sa vie les erreurs et les renoncements des grandes puissances. Exiger la paix, ce n'est pas un rêve naïf : c'est la condition même de l'avenir.** Qui veut la paix, prépare la paix !

Le Mouvement de la Paix – 26 novembre 2025

Contact : national@mvtpaix.org ; Rejoignez le mouvement de la paix : <https://www.mvtpaix.org/wordpress/nous-rejoindre/>

Signez la pétition maudite soit la guerre : <https://www.change.org/p/maudite-soit-la-guerre-construisons-la-paix>